La Lettre de l'Institut d'émission
N°220 –Mars 2011

Nouvelle convention AERAS

La convention AERAS révisée (s'assurer et emprunter avec un risque de santé aggravé) a été signée le 1er février 2011 à Bercy en présence des Ministres de l'Economie, de la Santé, de la Solidarité et de la Cohésion sociale, des représentants des établissements de crédit, des assureurs et des associations des malades.
Ce texte vise à améliorer la convention de 2007. A partir du 1er septembre 2011, les assureurs proposeront un nouveau produit destiné à mieux couvrir les personnes souffrant de pathologie aggravée. Les nouvelles avancées concernent : la création d'un groupe de travail mixte chargé de dresser un inventaire pathologie par pathologie, un diagnostic sur les probabilités de décès et de rechute, l'harmonisation à partir de 2012 de la terminologie des questionnaires de santé, la mise en place de nouveaux mécanismes pour faciliter l'accès à la propriété des jeunes à revenus modestes souffrant d'une pathologie reconnue, la suppression des questionnaires de santé pour les crédits à la consommation de moins de 4 ans et pour les emprunteurs de moins de 50 ans (si le montant du crédit est inférieur à 17 000 €).

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Instituts d'émission : nomination du directeur général

Par décision du gouverneur de la Banque de France en date du 7 janvier 2011, M. Nicolas de Seze a été nommé directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, en remplacement de M. Yves Barroux. Il occupait auparavant les fonctions de directeur adjoint au directeur général des Opérations à la Banque de France.

Conseil de régulation financière

Mme Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a réuni pour la première fois le 7 février 2011 les membres* du Conseil de régulation financière et du risque systémique, créé par la loi de régulation financière du 22 octobre 2010. Ce conseil vise à améliorer la coopération entre les différentes autorités de régulation et à renforcer l'efficacité du dispositif de surveillance de la stabilité financière.
*(le gouverneur de la Banque de France, le vice-président de l'ACP, le président de l'AMF, le président de l'Autorité des normes comptables et trois personnalités qualifiées).

Dossiers législatifs

1 – Réforme du crédit à la consommation

- *Renforcer l'information et la liberté de choix du consommateur ; rendre plus lisibles les contrats de crédit à la consommation*

Le décret n° 2011-136 du 1er février 2011 relatif à l'information précontractuelle et aux conditions contractuelles en matière de crédit à la consommation a été publié au J.O. du 3 février 2011.

- *Un taux annuel effectif global exprimant le véritable coût du crédit*

Le décret n° 2011-135 du 1er février 2011 relatif aux modalités de calcul du taux effectif global a été publié au J.O du 3 février 2011.

2 – Plan d'épargne logement

Le décret n° 2011-209 du 25 février 2011 ainsi que les deux arrêtés d'application du nouveau PEL ont été publiés au J.O. du 26 février 2011.

3 - Outre-mer

Le Sénat a adopté le 15 février 2011 la proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'Etat et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française en matière fiscale.

Association française des établissements de paiement (AFEPA)

Créée fin 2010, l'AFEPA rassemble les nouveaux opérateurs de paiement et de monnaie électronique agréés en France et en Europe. Elle est membre de l'AFECEI (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissements).

Publications

1 – Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/BILAN-DE-LA-MEDIATION-BANCAIRE-2009.pdf

2 - Fédération bancaire française : mini-guide

- *Le FICP mini-guide n°17*, nouvelle édition
- *Guide de préparation au virement SEPA pour les PME* : mini-guide Pro n° 6, nouvelle édition février 2011

Ces brochures sont disponibles en téléchargement sur www.fbf.fr

3 – Agriculture outre-mer

Rapport du sénateur Marsin visant à obtenir une compensation des effets sur l'agriculture des DOM des accords commerciaux conclus par l'Union européenne. Le rapport n° 310 est disponible en téléchargement sur : http://www.senat.fr/rap10-310.pdf

Publications IEDOM

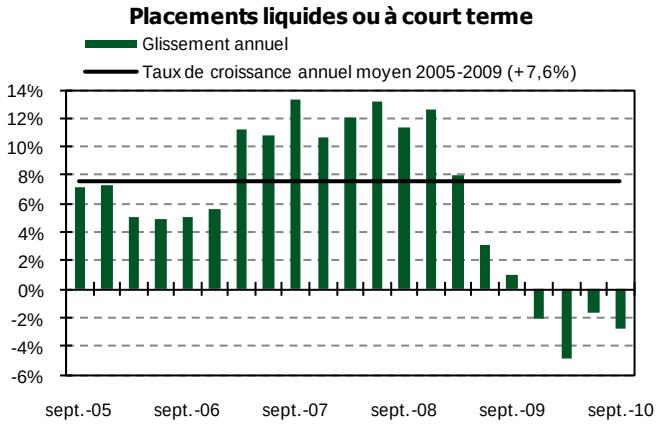
1 – Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe
2 – Le microcrédit à la Réunion : un outil d'intégration économique et sociale ?
3 – Le microcrédit professionnel à Mayotte : un outil en plein essor

Dans la collection Note expresse série « Eclairage », n° 88, 89 et 90. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Stabilité du rythme de croissance annuel des actifs financiers au 3ème trimestre 2010

Le rythme de croissance des actifs financiers reste stable en septembre 2010. A 6,34 milliards €, il enregistre une croissance de 3,9 % sur un an et ne retrouve pas l'augmentation annuelle moyenne des quatre années précédentes (+7,1 %). En rythme trimestriel, l'encours affiche un léger repli (-0,4) après trois trimestres consécutifs de hausse.

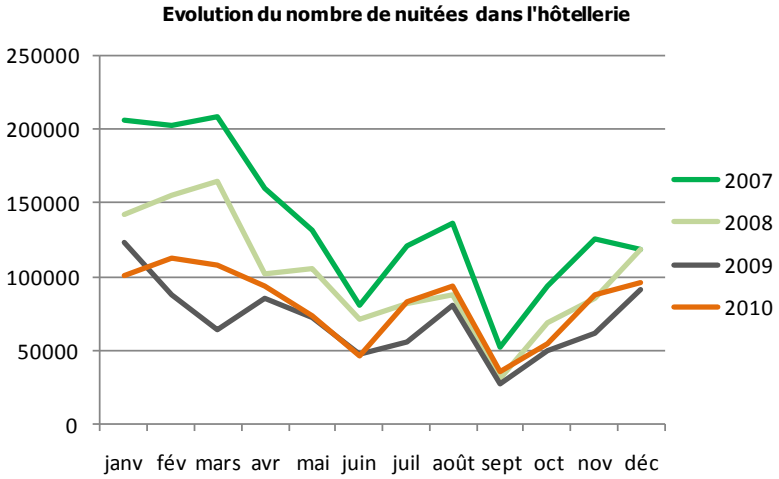


Dans le détail, l'encours des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux enregistre une croissance de 5,6 % sur un an (+115,4 millions €), soit un rythme stable par rapport à juin 2010. La hausse enregistrée provient essentiellement de l'augmentation des dépôts à vue des ménages (+15,8 % sur un an). Les entreprises connaissent pour leur part, une situation moins favorable, avec un repli de leur encours de 2,8 %. Les placements à long termes affichent une hausse soutenue à fin septembre, malgré une légère décélération (+5,7 % contre +8,9 % au 30 juin 2010). A l'inverse, la tendance à la baisse observée depuis fin 2009 se poursuit pour les placements liquides ou à court terme. L'encours de 2,12 milliards €, diminue de 2,8 % (-61 millions €) sur un an. Cette baisse est principalement liée au très bas niveau des rémunérations des placements indexés sur les taux de marché.

L'activité touristique se redresse au 4ème trimestre 2010

Au 4ème trimestre, l'activité touristique s'est redressée, néanmoins, les résultats obtenus restent en dessous de 2008 et 2007.

Dans l'hôtellerie, le taux d'occupation moyen s'établit à 51 % au 4ème trimestre contre 49 % à la même période de l'an dernier. Par ailleurs, 35 000 nuitées supplémentaires ont été comptabilisées par rapport au 4ème trimestre 2009, niveau qu'il conviendrait de doubler pour rattraper le 4ème trimestre 2008. De même, le trafic aérien de passagers hors transit à l'aéroport a augmenté de 3,0 % en glissement annuel même s'il reste en deçà du flux 2008 (-4 %).



En revanche, l'activité de croisière, particulièrement soutenue au cours de la saison 2009/2010 qui s'est achevée en avril, s'est effondrée en raison de l'annulation des escales liées aux évènements de 2009. A fin décembre 2010, le nombre de croisiéristes débarqués pour le début de la saison 2010/2011 ne représentaient que 2/5ème du flux habituel.

Publications

Les bulletins trimestriels de conjoncture financière du troisième trimestre et celui portant sur la conjoncture économique du quatrième trimestre sont disponibles. Ces documents ainsi que nos autres publications sont téléchargeables sur le site Internet www.iedom.fr

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Etude sur les retombées de la Route du Rhum - la Banque Postale

La Chambre de commerce a rendu public les résultats de l'étude sur les retombées économiques et sociales de la Route du Rhum 2010. Selon cette étude, entre 4 200 et 6 600 clients supplémentaires ont été hébergés dans les hôtels, et 1500 à 2 300 dans les structures para-hôtelières. Cette clientèle touristique a injecté dans l'économie locale entre 2,6 et 4,1 millions d'euros en hébergement et restauration.

Lancement de la campagne sucrière 2011

Après plus de 10 jours de discussions, les négociations annuelles obligatoires (NAO) de la filière canne-sucre-rhum se sont achevées le 21 février. L'accord conclu a permis de lancer le début de la récolte 2011. Les principaux points d'achoppement entre les délégations patronale et syndicale ont concerné les salaires et les primes accordés aux planteurs. Le démarrage effectif de la campagne restait subordonné à l'aboutissement de certaines revendications émanant des opérateurs de coupe et de transport, intervenu début mars. Selon les prévisions des professionnels du secteur, 780 000 tonnes de cannes à sucre devraient être récoltées au cours de cette campagne contre 677 400 tonnes en 2010.

Visite de Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Du 14 au 19 février, Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a effectué un déplacement à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane. Au cours de cette visite, l'inauguration d'un bâtiment de l'enseignement supérieur sur le Campus de Fouillole a été effectuée. Le ministre a également annoncé, l'ouverture d'une 4ème année de médecine en Guadeloupe pour la rentrée prochaine. Pour sécuriser le site, 300 000 € ont été accordés à l'université de Fouillole. Par ailleurs, un accord de coopération transfrontalière a été signé avec l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG) afin de favoriser les échanges universitaires avec le Brésil.

Rapport de la Cour des comptes sur les risques naturels
Dans son dernier rapport public annuel, la Cour des Comptes s'intéresse à la prévention des risques naturels dans les départements d'Outre-mer. Celle-ci met en avant l'insuffisance de la prise en compte de ces risques aux Antilles et particulièrement le retard dans la prévention du risque sismique. La Cour des Comptes considère que la vulnérabilité de la Guadeloupe est préoccupante en cas de séisme, dans la mesure où de nombreux bâtiments publics et scolaires mais également des logements ne répondent pas aux normes en vigueur. Le rapport souligne également que les dépenses engagées par l'Etat pour le renforcement et l'adaptation du bâti sont aujourd'hui encore trop faibles au regard des enveloppes attribuées dans le cadre du « Plan séisme Antilles » : seuls 9 millions ont été dépensés entre 2007 et 2009 sur les 332 millions prévus par le gouvernement pour la période 2007-2013.

Nomination de M.Hervé Damoiseau au CIRDOM
En février 2011, M. Hervé DAMOISEAU a été nommé président du Centre interprofessionnel des rhums des départements d'outre-mer (CIRDOM).

ACTUALITE REGIONALE

Saint-Martin : adoption de la convention fiscale par le Sénat
La convention fiscale signée en décembre dernier par la collectivité de Saint-Martin et l'Etat a été approuvée par le Sénat le 14 février dernier. Elle permettra à la collectivité de collecter l'impôt sur le revenu des fonctionnaires et salariés du secteur privé domiciliés à Saint-Martin depuis moins de 5 ans, alors qu'ils étaient jusque-là considérés comme des non-résidents et imposés fiscalement en France. Le texte présenté détermine également les modalités d'échanges d'informations entre l'Etat et Saint-Martin en vue de prévenir l'évasion et la fraude fiscale. La prochaine étape institutionnelle sera la présentation du texte à l'Assemblée nationale.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix	Indice des prix à la consommation	Janvier	2011	124,9	0,4 %	3,1 %
(Source : INSEE)	France				-	1,8 %
Chômage	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Janvier	2011	54 670	1,9 %	6,0 %
(Source : DDTEFP)						
Commerce extérieur	Exportations - (en M€)	*Cumul à fin Décembre*	2010	156	-	-8,7 %
(Source : Douanes)	Importations - (en M€)			2 214	-	12,2 %
Energie	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Février	2011	32	-14,3 %	-3,4 %
(Source : EDF)	*Cumul annuel*					
Créations d'entreprises	Nombre d'entreprises créées	Janvier	2011	423	-	-5,6 %
(Source : INSEE)						

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Janvier	2011	21 267	-0,4 %	-8,3 %
(Source : IEDOM)	Nombre de retraits de cartes bancaires	Janvier	2011	396	-7,3 %	-12,2 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	*Cumul à fin Février*		74	-	57,4 %
Entreprises	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Février	2011	1 029	5,6 %	-15,7 %
(Source : IEDOM)	- Nombre	Février	2011	122	17,3 %	2,5 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Janvier	2011	176 413	4,2 %	6,8 %
(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)						
Trafic portuaire	Trafic net de marchandises (tonnes)	*Cumul à fin Décembre*	2010	2 931 617	-	4,7 %
(Source : Port autonome)	Nombre de passagers (entrées + sorties)			760 311	-	-0,1 %
Immatriculations	Immatriculations de véhicules neufs	Février	2011	1 335	-8,4 %	-
(Source : CGDD)	*(VPN+VUN)*	*Cumul annuel*		2 792	-	14,2 %
Construction	Ventes de ciment (tonnes)	Février	2011	20 610	16,3 %	9,9 %
(Source : Ciments Antillais)	*Cumul annuel*			38 329	-	2,7 %
Banane	Exportations de bananes (tonnes)	Décembre	2010	4 454	-3,5 %	-13,4 %
(Source : DDCCRF)	*Cumul annuel*			42 081	-	-21,9 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE	2011 0,38%	JO du 03/02/11	
ANNEE	2010 0,65%	JO du 11/02/10	

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)

Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

** hors prime d'Etat*

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Novembre	Décembre	Janvier	Février
0,5777%	0,4902%	0,6672%	0,6780%

TIBEUR (Février 2011)

1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,8930%	1,0870%	1,3530%	1,7160%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Novembre	Décembre	Janvier	Février
3,05%	3,39%	3,50%	3,65%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

Novembre	Décembre	Janvier	Février
3,25%	3,59%	3,70%	3,85%

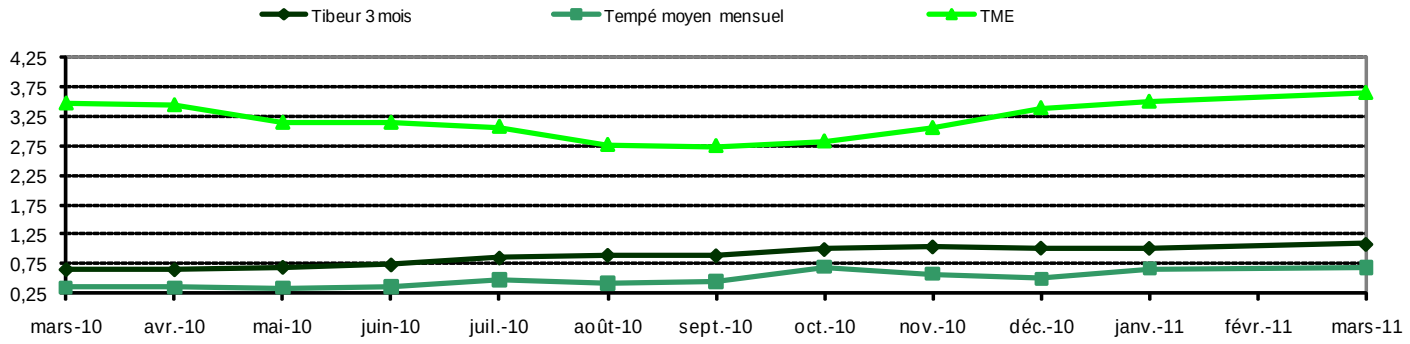
Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers	
Prêts à taux fixe	5,51%
Prêts à taux variable	4,96%
Prêts relais	5,88%
Autres prêts	
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,31%
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires	19,67%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €	7,77%

Crédits aux entreprises	Seuils de l'usure
Découverts en compte (1)	13,77%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commisssions sur le plus fort découvert du mois

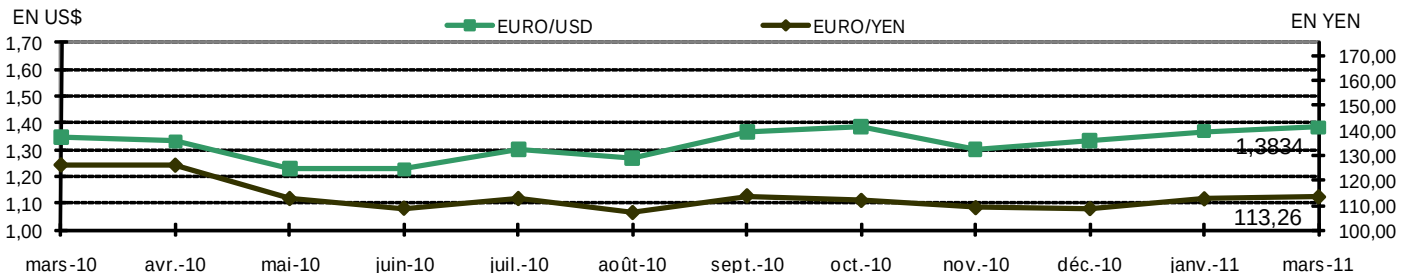
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3834	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6400	EURO/SRD (Surinam)	4,54280
EURO/JPY (Japon)	113,2600	EURO/BWP (Botswana)	9,14080	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,46410
EURO/CAD (Canada)	1,3535	EURO/SCR (Seychelles)	16,8564	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,0010
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85280	EURO/MUR (Maurice)	40,4032	EURO/BBD (La Barbade)	2,75320
EURO/SGD (Singapour)	1,7582	EURO/BRL (Brésil)	2,2932	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,81020
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,7771	EURO/VEF (Vénézuela)	5,91210	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2739,43	EURO/XCD (Dominique)	3,7168	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : Charles APANON
Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activités la Providence -ZAC de Dothémare -97139 - Les Abymes
Achevé d'imprimer le 3 mars 2011 - Dépôt légal : mars 2011 - ISSN 1240-3806